



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU GROUPE EMEIS

DU 26 JUIN 2025

Lettre ouverte aux actionnaires

Le groupe ORPEA a connu ces dernières années une crise profonde, suite aux révélations du livre de Victor CASTANET révélant au grand jour l'énorme scandale de la prise en charge de nos aîné-e-s et la maltraitance exercée aussi sur les salarié-e-s et plus particulièrement les syndiqué-e-s CGT.

Sauvé en 2023 grâce à de l'argent des contribuables, avec l'effacement de 1,55 milliard de dette, 1,2 milliard injecté par la Caisse des Dépôts, l'assureur MAIF et MACSF, l'entreprise du secteur nouvellement nommé EMEIS continue son projet avec des activités pourtant largement financées par l'état à travers les dotations de l'ARS notamment.

Les actionnaires sont convoqué-e-s ce jeudi 26 juin pour l'Assemblée Générale Mixte qui doit notamment se prononcer sur l'adoption par EMEIS du statut de société à mission ; EMEIS, dans la continuité du Groupe ORPEA créé en 1989, reste une entreprise du secteur marchand, donc principalement dans la recherche du profit !

Vous êtes amené-e-s à vous prononcer sur les changements statutaires permettant de donner à EMEIS la qualité de société à mission en intégrant des objectifs sociaux et environnementaux que l'entreprise vise à atteindre.

Une société à mission, pour quoi faire ?

La CGT doute que l'adoption par EMEIS du statut de société à mission change en profondeur sa nature et ses priorités : viser la performance économique pour voir le cours de l'action s'envoler et rémunérer ses actionnaires. L'évolution d'EMEIS comme le changement de stratégie qui semble s'opérer renforce notre scepticisme.

Derrière le masque séduisant d'EMEIS, n'est-ce pas ORPEA qui ressuscite ?

Nous ne pouvons pas ignorer les profonds changements opérés dans le groupe depuis l'arrivée aux commandes de la nouvelle gouvernance. La direction générale et les cadres du siège ont été largement renouvelés, le groupe a été sauvé de la faillite, le changement de nom pour faire oublier la mauvaise image d'ORPEA a été opéré, un dialogue social inexistant sous l'ère de Monsieur Le MASNE a été mis en place avec une réelle ambition de relations apaisées avec les organisations syndicales...

D'ailleurs, la CGT y a largement contribué. Mais s'il y a bien eu depuis 3 ans une révolution dans la gouvernance centrale, les directions d'établissements sont bien souvent pour nombre d'entre elles restées les mêmes, formatées par les pratiques et l'état d'esprit de l'entreprise ORPEA dans les domaines suivants : économies sur la masse salariale au détriment de la qualité de prise en charge, management des équipes par la peur, répression et discriminations syndicales en particulier envers les élus CGT (résidence EHPAD Le Vernet, résidence Les Dornets, Clinique Port-Royal, Le clos du Beauvaisis...)

D'autre part, EMEIS a annoncé son projet de céder plusieurs EHPAD en France, malgré sa promesse de ne pas céder d'activité en France. La CGT s'était déjà indignée d'apprendre, par voie de presse, la cession de plusieurs établissements en Belgique et aux Pays-Bas, alors que le Comité d'Entreprise Européen d'EMEIS n'en était nullement informé...

Le 5 juin, en marge du Comité Social et Economique Central, la CGT a appelé à une mobilisation devant pour dénoncer les cessions envisagées sur les EHPAD de Marignane et de Rognac (Bouches-du-Rhône). En Bretagne et en région PACA des débrayages ou AG de salariés ont eu lieu. Près de 50 salarié-e-s se sont réunis devant le siège à Puteaux. Des dizaines d'autres rassemblements ont eu lieu sur l'ensemble du territoire.

Une délégation CGT a été reçue par la direction d'EMEIS en marge de la mobilisation jeudi 5 juin, où participaient plusieurs représentants d'ORPEA et de CLINEA, ainsi que la secrétaire de la Fédération Santé & Action Sociale CGT ; elle a marqué à cette occasion notre opposition à une santé à deux vitesses, où ceux qui avaient les moyens pouvaient avoir une prise en charge de qualité, et rappelé que la prise en charge des personnes âgées dépendantes était une mission d'intérêt général qui pour la CGT doit relever du service public.

La CGT reste fermement opposée dans le cadre de l'intérêt des résidents-e-s et des personnel-le-s à la cession des deux établissements sans aucune autre poste étudiée notamment sur le sort réservé au personnel.

**Seule la CGT avait du temps d'ORPEA dénoncé tous les constats décrits dans le livre Les Fossoyeurs.
Nous revenons aujourd'hui pour vous alerter, vous ne pourrez plus dire que vous ne savez pas !**